

# le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

## Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

8<sup>me</sup> ANNEE — N° 92

LE NUMERO :

16 novembre - 29 novembre 1970

0,50 F - 5 F. B.

## Le chef de la Résistance est mort Vive l'internationalisme prolétarien !

En déléguant aux obsèques de de Gaulle tous les grands de ce monde, de l'impérialiste Nixon aux représentants de la Chine « populaire », du Russe Kossyguine à l'Allemand Heinemann, des Israéliens aux Arabes, des derniers rois d'Europe aux premiers hommes d'Etat de couleur, la société bourgeoise tout entière rend un hommage vibrant, solennel et unanime aux valeurs maudites qu'elle révère et qui ont fait des cent dernières années d'Histoire, la page la plus tourmentée, la plus sanglante et finalement la plus honteuse de la douloureuse histoire humaine.

L'homme qu'elle porte en terre aux accents véritablement funèbres de cette campagne de classe d'une violence inouïe, d'une unanimité caractéristique, ne fut pourtant, de son propre aveu, qu'un « ambitieux de premier plan ». Les ambitieux vulgaires expriment crûment les mobiles égoïstes, voire sordides, qui meuvent l'homme bourgeois, s'attirant l'envie de leurs pairs et l'impopularité des foules ; mais les « ambitieux de premier plan » sont la poésie d'un monde de concurrence féroce, d'oppression multiforme et sans faille, dont ce dernier a besoin. Mieux qu'aucun autre, de Gaulle a su dérober aux yeux des foules et de sa propre classe les intérêts sordides du Capital dans les nuées d'une philosophie de Mysticisme national, exaltant la volonté de l'Homme d'exception, façonneur d'histoire, vainqueur du Destin.

Le Destin, ce sont en vérité les lois de l'Histoire qui condamnent inexorablement la domination du Capital et l'organisation du monde en nations. Nul homme d'exception ne sauvera les possédants de son verdict, le jour où la classe opprimée se sera relevée de la prostration où l'ont plongée deux guerres mondiales et la défaite de la première révolution socialiste. Cette menace est encore lointaine : ce n'est pas encore demain que l'Internationale du prolétariat renaîtra. Pourtant, c'est elle qui plane à l'horizon d'un avenir que même les idéologues bourgeois s'accordent à juger ténébreux. C'est elle qui donne son véritable sens au pèlerinage mondial à la tombe de l' « homme du refus » : le geste de superstition impuissante et dérisoire digne d'une classe condamnée.

Nous, marxistes, nous nions que ce soit les grands hommes, vrais ou supposés, qui fassent l'Histoire ; ce sont les classes qui la font, et pour mieux dire, les classes dominantes qui la font faire aux classes opprimées, puisées sous la dictature des privilégiés, ce sont toutes les classes opprimées de l'histoire qui ont créé toutes les richesses existantes, sans compter qu'à l'époque capitaliste, ce sont elles qui versent leur sang dans les guerres. Personne aujourd'hui,

(Suite en page 4)

## Rouerie réformiste et naïveté gauchiste

Depuis mai 68, notre bouillonnante extrême gauche semble prise de convulsions : tout le monde embrasse tour à tour tout le monde, sans la moindre pudeur politique. Mais, nous assurés des gens avisés, tout cela est parfaitement tactique, et seuls des esprits obtus peuvent ne pas comprendre le sens véritable de toutes ces manœuvres.

Ainsi, on a vu d'abord le P.S.U. et "Lutte ouvrière" faire campagne en commun « contre l'incurie gouvernementale en matière de transports en commun » ; puis la Ligue et le P.S.U. engagèrent leur campagne « armée » pour la « défense des libertés politiques et syndicales ». Enfin, les trois groupes réussirent à s'unir sur le terrain électoral, dans le 12<sup>e</sup> arrondissement de Paris, pour constituer une liste d' « Union des forces socialistes et révolutionnaires » ; au second tour, la Ligue se retira, refusant le désistement en faveur du P.C.F. Puis vinrent les élections de Bordeaux ; cette fois, la Ligue acceptait le désistement en faveur du P.C.F. ; cependant, malgré la bonne volonté proclamée de tous les partenaires, et malgré de longues négociations, l'accord ne put se faire. On partit donc à la bataille séparément.

Pour parler le langage diplomatique, on pourrait dire que l'unité plus ou moins désirée par les parties semble avoir fait quelque progrès, tout en n'étant pas cependant à l'abri de certaines vicissitudes, pouvant remettre en question tous les progrès antérieurs. Ou, pour parler comme tout le monde, il fait noir comme dans un four.

Reprenons donc au début. Quelles sont les intentions de

M. Rocard ? S'il n'est pas trop éreintant de se faufiler dans la cervelle du secrétaire national, on peut supposer qu'il raisonne ainsi : « Je taquine le Parti Communiste en dialoguant — ce qui ne m'engage à rien — avec les gauchistes. Je prends mes distances vis-à-vis des gauchistes en négociant avec le P.C.F. A ma gauche, je glane de l'extrémisme, à ma droite de la responsabilité. Tout cela ne va pas trop mal ; quant à la doctrine, au programme, je laisse cela à la libre création, à la spontanéité du courant socialiste. Et si quelque tempête se lève, mettant hardiment le cap sur l'unité de la gauche, j'entre-rais au gouvernement. » C'est clair, hypocritement clair.

Et les trotskystes ? Ils se déclarent partisans du socialisme, de la révolution. Ils savent, disent-ils, à quoi s'en tenir sur le P.S.U. et le petit maître Rocard. Mais, reprenant les pires erreurs du Komintern dans sa période de déclin, ils sont partisans du Frontisme. Dénoncer brutalement le P.C.F. et le P.S.U. nous isolerait ; or, il y a dans ces partis beaucoup de militants honnêtes, aujourd'hui trompés par des bureaucrates ; mettons-nous à leur niveau, pour leur prouver qu'ils se trompent. C'est clair, naïvement clair.

Car nous allons juger mainte-

## La rage de l'environnement

Une classe qui pendant des siècles a exercé sa domination, a insufflé à toutes les autres son propre système de valeur, a modelé toute la société à son image — fût-ce en négatif — ne disparaît pas de la scène historique avant que ses intérêts particuliers de classe ne soient entrés en conflit aigu avec ceux de la société tout entière. De même, une classe nouvelle ne peut lui ravir le pouvoir et transformer de fond en comble toute la société que si elle incarne les intérêts généraux de cette dernière à un stade donné de son développement. Tel est, au XX<sup>me</sup> siècle, le cas du prolétariat.

Le prolétariat a une mission historique qui est d'instaurer le socialisme. Le socialisme est une organisation de toutes les activités sociales par l'ensemble de la société devenue maîtresse de tous les moyens de production, selon un plan répondant aux seules exigences du développement optimum de l'espèce. C'est l'antithèse du capitalisme, où les activités sociales se développent dans le cadre d'entreprises indépendantes appartenant à la classe capitaliste et fonctionnant selon ses intérêts exclusifs. Il fut un temps où les ennemis ouverts ou camouflés du socialisme pouvaient tenter de faire croire qu'il servirait exclusivement une classe particulière, les ouvriers de l'industrie et de l'agriculture, mais qu'il ne pourrait le faire qu'au détriment de tout le reste de la société, ce qui rendrait la libération de cette classe elle-même fort aléatoire. Cette thèse a toujours été fautive — « le prolétariat ne peut pas s'émanciper sans émanciper l'humanité tout entière » —, mais plus la domination de la classe capitaliste devient pesante, moins les ravages de l'économie privée sont tolérables, et moins elle est en outre plausible.

Toute la société d'aujourd'hui ne cesse de dénoncer sa propre décadence en même temps que, paradoxalement, elle chante ses propres louanges. L'humanité civilisée, entend-on et lit-on de toutes parts, souffre essentiellement de son esclavage à l'égard de la Technique, de l'Expansion, de l'Economie, elle est totalement aliénée à ces valeurs « contestables ». A propos d'une multitude de faits, penseurs et journalistes, « militants » et hommes d'Etat, humoristes et philosophes brodent sur ce thème fondamental, mais ils atteignent à l'éloquence la plus pathétique lorsqu'il s'agit de la pollution, c'est-à-dire de l'altération du milieu

naturel par la super-industrie des pays avancés que - ô ironie ! - les sociologues appellent la société « post-industrielle », sous le prétexte que le prolétariat... y aurait disparu !

La campagne anti-pollution qui s'appuie sur des faits bien réels est née aux Etats-Unis où elle est devenue une institution nationale, mais elle a gagné rapidement l'Europe, d'une part parce que celle-ci imite servilement les U.S.A. qu'elle jalouse, et d'autre part parce qu'à des degrés divers toute société capitaliste avancée souffre des mêmes maux et nourrit les mêmes préoccupations sordides. A en croire les porte-parole de la bourgeoisie, la défense de l'environnement serait devenue le centre des préoccupations les plus intimes de tout ce qu'il y a de lucide, de responsable et d'humain dans les pays évolués. Bref, une véritable « rage de l'environnement » sévit aujourd'hui (un « environnementalisme » disent les ennemis jurés de vieux mots en -isme comme « capitalisme » et « communisme » qui sentent vraiment trop leur « idéologie » !). Cette rage est symptomatique puisque les plaies dénoncées sont tout à fait réelles, et même plus graves que le commun, excédé de ce battage, ne l'imagine, mais elle est aussi nauséabonde puisqu'elle propose des solutions spécifiquement capitalistes au plus pur produit du capitalisme, ou, pire encore, s'il s'agit des hippies ou de la nouvelle gauche américaine, des solutions... morales.

Le tableau est éloquent : « L'industrie américaine crache chaque année deux cents millions de tonnes de polluants dans l'atmosphère, enveloppant les grandes cités d'un nuage marron visible à

cent kilomètres, faisant de « l'emphysème la cause de mort qui se développe le plus vite. Au sol, les villes s'enterrent littéralement sous vingt six milliards de bouteilles, quarante-six milliards de boîtes de conserves, cent millions de pneus usés, sept millions d'épaves de voitures, vingt millions de tonnes de vieux papiers. Dans le lac Erié où l'on pêchait naguère dix mille tonnes de poissons par an survit par miracle une seule espèce ; le même sort guette le Mississippi, l'Hudson et même le Potomac qui coule normalement sous le nez des législateurs de Washington. Le bruit dans les villes dépasse constamment les quatre-vingt-cinq décibels considérés comme le seuil maximum de tolérance. Les mères américaines ont appris que le lait de leurs seins contient de trois à dix fois plus de D.D.T. que la législation ne l'autorise pour le lait de vache. Et avec le progrès technique et la croissance économique, l'empoisonnement de la société industrielle par les toxines qu'elle secrète se répand selon « une proportion géométrique ». (L'Expansion, juillet-août 1970). Telle est, face aux pays sous-développés que tenaille encore la faim, la grande civilisation occidentale : une « civilisation » du déchet industriel.

Dans la société bourgeoise, une telle campagne ne peut pas être innocente et désintéressée. En effet, à condition d'être solvable, tout besoin, sérieux ou futile, peut ouvrir au capital un nouveau champ d'accumulation. Les économistes américains ont déjà calculé que pour « tenir l'Amérique propre », il faudrait

(Suite page 4).

### SOUS PRESSE

#### Communisme et fascisme

Le lecteur trouvera condensées dans cette brochure, non seulement l'interprétation que notre courant — la Gauche communiste d'Italie — a donnée du fascisme naissant et les directives de la lutte qu'il mena contre lui à la tête du Parti Communiste d'Italie dans les années 1921-1923, mais aussi sa critique des positions plus ou moins claires de l'Internationale communiste sur ce sujet capital.

Précédé d'une ample introduction établissant un parallèle entre les positions théoriques et pratiques de la Gauche communiste à l'égard du fascisme et celles du Parti Communiste Allemand à l'égard du nazisme, le corps de la brochure est constitué de documents de l'époque (1921-1924), inédits en langue française. Publié en annexe, un rapport de Gramsci illustre bien, par contraste, les principales erreurs — aux conséquences désastreuses — du centrisme de la direction de l'I. C.

La brochure de 160 pages, 8 F. Commandes au "prolétaire".

(Suite en page 4)

# syndicat de classe

Pour une C. G. T. rouge ; pour l'unité prolétarienne, contre le front syndical avec les organisations jaunes (F. O. et C. F. D. T.) ; pour l'unification et la généralisation des luttes revendicatives, contre le réformisme et les grèves tournantes ; pour la direction révolutionnaire des masses prolétariennes et leur émancipation du capitalisme, formons des groupes du Parti communiste international dans la C. G. T. !

SUPPLÉMENT AU "PROLÉTAIRE"  
Organe du Parti Communiste International

N° 16 - 16 novembre - 13 décembre 1970

Correspondance : "le prolétaire" - B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT

## LA GRÈVE DES MINEURS

Une fois de plus, les directions syndicales se sont démenées avec la dernière énergie pour saboter un puissant mouvement de grève, pour décourager les ouvriers en lutte, pour étouffer leur force de classe, pour faire rentrer les choses dans l'ordre. Une fois de plus, elles ont joué le triste rôle d'intermédiaires officiels entre la bourgeoisie et les prolétaires en grève, en laissant ces derniers s'épuiser peu à peu, armés de leur seule volonté de lutte, sans autre perspective que celle d'une « participation raisonnable aux profits réalisés ».

Comme d'habitude, l'opportunisme a pris le train en marche ; comme d'habitude, il a essayé de faire oublier ses réticences au début du mouvement en déversant un flot de paroles sur le « bien fondé » des revendications, et sur la nécessité urgente de les satisfaire sous peine de voir le conflit prendre des proportions incontrôlables.

Car, pour jouer à fond son rôle d'intermédiaire, l'opportunisme a besoin de prendre ses distances vis-à-vis de la lutte et de mettre entre parenthèses tous ses caractères de classe, pour la présenter finalement sous l'aspect « raisonnable » et réactionnaire d'une lutte pour la justice : « La direction générale du H.B.L. qui a avoué que cette réorganisation du travail diminuera le prix de revient, ne veut rien donner en compensation pour les mineurs ! » ("L'Humanité", 19 octobre) ; ou encore : « Alors que les performances des mineurs lorrains conduisent au titre de champions d'Europe, on aurait pu espérer des salaires plus en rapport avec ces performances » ("L'Humanité", 28 octobre).

Pour se faire entendre, l'opportunisme doit donner son appui à la conviction bourgeoise selon laquelle il existe des revendications « justes » ou « injustes », « raisonnables » ou « déraisonnables » ; il doit montrer à la bourgeoisie, en se servant de sa propre logique, que les revendications qu'il soutient ne sont jamais excessives, c'est-à-dire qu'elles sont compatibles avec le maintien du régime du profit : c'est pourquoi, durant la grève des mineurs, il avait plein la bouche de la « productivité », de la « compétitivité », répétant sans cesse que les mineurs ne luttaient que pour une « juste compensation ».

Comme s'il fallait attendre des revendications « justes et raisonnables » pour prendre parti en faveur d'un mouvement quelconque, même partiel, de la classe exploitée et opprimée de la société !

Mais il ne suffit pas de montrer au patronat que les revendications qu'on lance ne mettent pas en danger le système de l'exploitation : il faut surtout lui montrer qu'on a la haute main sur le mouvement, qu'on est capable de le contrôler : les syndicats ont eu beaucoup de peine à y parvenir lors de la grève des mineurs, qui dès le début menaçait de s'étendre aux autres bassins et même à d'autres branches de l'industrie lorraine (sidérurgie). C'est pourquoi, lorsqu'il est apparu que l'extension du mouvement était inévitable, les directions syndicales ont lancé à contre-cœur le mot d'ordre de grève générale pour le bassin houiller, essayant ainsi de prévenir la radicalisation du conflit.

Il ne suffit pas de se présenter au patronat comme un interlocuteur valable ; il faut aussi se présenter aux ouvriers comme la seule direction possible : pour y parvenir, il faut leur donner l'illusion qu'en luttant pour des miettes ils luttent pour leurs conditions d'existence, que le capitalisme leur accorde le droit à des "compensations", il faut leur faire croire qu'au moment où ils sont prisonniers de l'idéologie traître des syndicats, ils n'obéissent qu'à eux-mêmes : d'où les diatribes incendiaires contre « l'intransigeance patronale », qui se conjuguent avec les appels de plus en plus pressants au vote à bulletins secrets, dont l'unique fonction est de démembrer la force collective de la classe en lutte.

« L'intransigeance directoriale a été entendue hier le mouvement au puits de Faulquemont où 90 % du personnel a stoppé » ("L'Humanité", 22 octobre). « Les houillères se défendent farouchement, inhumainement » (27 octobre). « Les houillères, surtout pour ce bassin lorrain, seront bien avisées de "reconvertir" rapidement leur attitude à l'égard du personnel » (28 octobre).

Que faire lorsqu'on se heurte à l'« incompréhension » du patronat ? accentuer et généraliser la lutte ? pas du tout : pour éviter précisément une telle généralisation, il faut présenter les quelques miettes déjà lâchées (dont une prime de 1,50 F pour le travail de nuit !) comme de « premiers succès » et recourir aussitôt à une « consultation » de la base.

Que faire lorsque cette consultation fait apparaître que la majorité des mineurs se prononce pour la poursuite de la grève ? organiser le mouvement ? pas du tout : déclarer qu'on est « surpris et désorienté », gonfler heure par heure le nombre de ceux qui, déjà découragés, reprennent le travail, isoler les plus combattifs, hurler de plus en plus fort à la reprise et organiser d'autres consultations.

C'est ainsi que les directions syndicales ont recours au pourrissement progressif du mouvement ; il faut dire que l'intersyndicale a eu cette fois bien des problèmes : d'un côté, un patronat intransigeant, bien disposé à ne rien céder ; de l'autre des grévistes décidés à aller jusqu'au bout pour imposer leurs revendications. Pris entre le marteau et l'enclume, les directions syndicales ont tout fait pour éviter un affrontement ouvert et canaliser cette lutte explosive vers les voies les plus pacifiques : appel à l'opinion publique (qui n'est, comme on le sait, ni patronale ni prolétarienne, mais « populaire » !), unité de trois bourses syndicales dans une sauvage grève de la faim qui, selon eux, permettrait de faire rendre

gorge au patronat en le mettant au pied du mur !

Tout faire pour dévoyer la lutte dans un sens réactionnaire, tout faire pour éviter une riposte de classe du prolétariat aux offensives patronales : voilà la sinistre logique de l'opportunisme, illustrée une fois de plus par ce mouvement qu'il a gaillardement conduit à l'échec.

Bien entendu, tout ceci se fait dans l'unité : les trois centrales recourent en chœur aux mêmes chantages. La direction de la C.G.T., qui a perdu toute pudeur, va même jusqu'à déclarer que « les résultats auraient été meilleurs si la C.F.T.C. n'avait pas évité l'union totale ». Quand on sait ce que la C.F.T.C. représente, il y a de quoi rire.

C'est aussi dans l'unité, en pondant une déclaration commune, qu'on célèbre la reprise :

« C'est là que réside maintenant le véritable intérêt des mineurs de Lorraine qui, en préservant leur unité et la force acquise par la grève, pourront élargir et compléter les résultats obtenus » ("L'Humanité", 29 octobre).

Seule la C.F.D.T. aura, à la fin du mouvement, un sursaut « gauchiste » : comme toujours en pareil cas, les syndicats jaunes viennent affirmer leur volonté de lutte lorsqu'ils sont

(Suite page 3)

## 15 % et pas un pfennig de moins !

C'est l'augmentation que réclament les métallos allemands. Les négociations pour le renouvellement des conventions collectives qui devaient se dérouler avant le 1<sup>er</sup> octobre ont échoué dans les principaux Länder de la métallurgie (en Rhénanie du Nord - Westphalie : 1.200.000 ouvriers ; dans le Bade - Wurtemberg : 47.000 ouvriers et en Bavière et au Schleswig-Holstein : 750.000 ouvriers).

A l'approche du 1<sup>er</sup> octobre l'atmosphère se fit plus lourde. Dès le 22 septembre il y eut les premières grèves d'avertissement chez Klockner-Humboldt-Deutz, le 23 chez Felten et Guillaume et le jeudi 24 chez Ford où 10 ouvriers furent blessés au cours de violents affrontements dans l'usine. Ces grèves d'avertissement de quelques heures firent tache d'huile. Le 25, près de 100.000 ouvriers arrêtaient le travail dans la Rhénanie du Nord - Westphalie, en Hesse, dans le Bade - Wurtemberg et dans la Sarre.

Ces grèves sauvages devaient se poursuivre et le mécontentement s'accroître. Dans la nuit du 26 au 27, les délégués syndicaux acceptèrent 10 % d'augmentation en Hesse. Des ouvriers de Cologne ont immédiatement répliqué à cet accord avec amertume : « Nous ne nous laisserons pas duper davantage ; nous ne conclurons en aucun cas à moins de 15 % ». Depuis, les motions en ce sens s'accroissent dans les bureaux du syndicat.

Otto Brenner, le président de l'I. G. Metall, ne cachait plus que le mouvement pourrait s'élargir et qu'il ne serait plus possible de le contrôler. Le 30 il y eut de nouvelles grèves à Duisbourg, Düsseldorf, Essen, Berlin-Ouest, Cologne où dix ouvriers (deux ouvriers allemands et huit étrangers) avaient été licenciés pour avoir participé aux premiers arrêts de travail (le chômage prévu en 71 sera plus important qu'en 70 et touchera les ouvriers émigrés). Ces grèves se poursuivaient le 1<sup>er</sup> octobre. Un autre accord sur 10 % intervenu à Berlin-Ouest a amené des ouvriers mécontents à jeter des cocktails-molotov dans la nuit du 2 octobre dans les bureaux d'une usine de pneus qui se trouve dans le bâtiment de l'I. G. Metall. On a retrouvé un tract : « 15 % et pas un pfennig de moins. Salaire égal pour les hommes et pour les femmes ».

Une procédure d'arbitrage pourrait aboutir d'ici 22 jours ; si elle devait échouer, la menace d'une grève plus étendue se préciserait. Ces grèves rappellent déjà celles de l'automne chaud de 69. Mais les dirigeants syndicaux ne veulent pas se laisser davantage dépasser sur leur gauche. Sauront-ils alors tenir la promesse d'obtenir 15 % ? Le gouvernement et les patrons sont pressés d'en finir. On relève déjà des revendications de salaires dans d'autres secteurs, en particulier dans la fonction publique. Tout ce mécontentement alimente le conflit des partis qui ne fait que s'accroître. Willy Brandt, en ouvrant la campagne électorale en Hesse, s'est trouvé face à l'opposition de gauche qui l'interrompt lorsqu'il commentait l'augmentation des prix et le traité de Moscou : « Qui nous a trahis, social-démocrates ? Nous avons besoin de logements ». Pendant ce temps on examine à Bonn les mesures anti-inflationnistes...

## Militer dans les syndicats ou hors des syndicats ?

Le capitalisme repose sur la concurrence que se font les ouvriers entre eux : l'afflux de nouveaux prolétaires chassés de la campagne vers les usines oblige les ouvriers à accepter les conditions patronales sous peine d'être réduits au chômage. Les syndicats sont nés pour tenter de résister à cette concurrence. Tant que subsiste le système du salariat, ils seront nécessaires à la défense des conditions de vie du prolétariat : « Cette activité des syndicats (concernant les questions de salaire et de temps de travail, NdR) n'est pas seulement légitime, elle est nécessaire. On ne saurait s'en passer tant que subsiste le mode actuel de production. » (Marx).

Né pour la lutte contre les effets du capitalisme qui tend constamment à accroître l'exploitation du prolétariat en augmentant le temps de travail, les cadences et en réduisant les salaires, le syndicat n'est pas en lui-même un organe de lutte contre les causes mêmes de cette exploitation : le mode de production capitaliste. Il ne peut devenir un organe de lutte révolutionnaire que s'il est dirigé par un parti révolutionnaire. En l'absence de cette direction, il tombe nécessairement dans la collaboration ouverte avec la bourgeoisie, surtout dans les périodes de crise. C'est ce qui s'est produit en 1914, quand la C.G.T., alors dirigée par les syndicalistes « révolutionnaires », a entraîné le prolétariat aux côtés de sa bourgeoisie dans la guerre impérialiste. C'est par l'intermédiaire de la C.G.T. également, que les staliniens ont soumis les ouvriers à l'effroyable exploitation de la bourgeoisie au cours de la période de reconstruction après la deuxième guerre.

Ce sont les directions syndicales réformistes qui tentent aujourd'hui de briser toutes les luttes, trahissant non seulement la cause de la Révolution sociale,

mais aussi celle de la lutte pour l'amélioration des conditions de vie des ouvriers. Elles divisent la lutte par entreprise, par atelier, au lieu d'unifier en un puissant courant prolétarien toutes les actions qui surgissent ; elles proposent une politique de contrats avec la bourgeoisie pour garantir le salaire, l'emploi, la « promotion sociale », alors que les augmentations de prix, les licenciements sont la loi du capitalisme et que seule la force permet au prolétariat de lutter efficacement contre la dégradation de ses conditions de vie.

C'est pourquoi, aujourd'hui, alors que partout dans le monde les ouvriers recommencent à se battre avec force pour améliorer leurs conditions de vie, ils se heurtent aux directions syndicales qui n'acceptent de diriger leurs luttes que pour les canaliser vers une politique contractuelle.

Dans cette situation, il est inévitable que, parallèlement à la lutte dans le syndicat pour le pousser à remplir sa fonction, apparaissent, hors du syndicat, des embryons d'organisation pour diriger telle ou telle lutte : comité de grève, comité d'usine, etc... Dans la nécessité où ils se trou-

vent de rompre avec les pratiques de collaboration de classe incapables de la défendre, les ouvriers sont contraints de mener une lutte contre les bureaucraties syndicales par tous les moyens : dans le syndicat et hors du syndicat.

Cela se produit alors que nous commençons seulement à entrevoir la fin de la vague contre-révolutionnaire qui dure depuis près de cinquante ans. On ne peut donc pas déduire des réactions « anti-syndicales » des ouvriers qu'ils vont dorénavant se passer du syndicat, l'ignorer ; que celui-ci constitue maintenant une forme d'organisation contre-révolutionnaire par nature. C'est pourtant ce que font un certain nombre de groupes anarchisants qui, se mettant à la remorque des luttes prolétariennes, croient découvrir dans toutes les organisations locales et éphémères la forme d'organisation nouvelle qui va conduire à la révolution.

Or, de même que le syndicat peut être un organe contre-révolutionnaire tout comme un levier puissant de la lutte communiste, toute FORME D'ORGANISATION peut tomber entre les mains des opportunistes et servir à la bourgeoisie pour ses buts contre-révolutionnaires.

Le syndicat n'est pas plus à l'abri de la dégénérescence qu'aucune autre forme d'organisation. En revanche, le syndicat, en tant qu'organisation de défense économique des travailleurs, présente une énorme supériorité sur les autres formes d'organisa-

(Suite page 3)

### PERMANENCES DU PARTI

● A PARIS : Les dimanches 22 novembre et 6 décembre, de 10 à 12 h., et les samedis 28 novembre et 12 décembre, de 15 à 19 h., au siège du "prolétaire", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), Paris (5<sup>ème</sup>), métro Gobelins.

● A MARSEILLE : Les samedis 21 novembre et 5 décembre, de 15 à 19 h., au siège du "prolétaire", 7, cours d'Estienne-d'Orves (4<sup>ème</sup> étage).

Comment l'opportunisme ment à la "jeunesse travailleuse"

# L'accord sur la formation professionnelle

« Qualifiez-vous davantage, perfectionnez-vous sans cesse et vous serez mieux payés ». Tel est, en définitive, le conseil donné par les dirigeants de la C. G. T. à la « jeunesse travailleuse » lors des « journées de mai » dont nous avons parlé dans nos précédents numéros. C'est une formule qui, loin d'appeler les jeunes salariés à une lutte unie pour des améliorations d'ensemble de leurs conditions de vie et de travail, les incite au contraire à les rechercher par des voies individuelles qui les divisent. A ce piètre mot d'ordre, l'accord récemment conclu entre patronat et syndicat au sujet de la Formation Professionnelle apporte une digne et édifiante conclusion.

Il n'est pas nécessaire d'être grand clerc pour savoir que si la force de travail qualifiée est mieux rémunérée que la force de travail simple, c'est parce qu'elle exige un apprentissage plus long, des connaissances plus étendues, des années d'étude plus nombreuses. Mais le premier venu est également à même de constater que, si la valeur de la force de travail est ainsi déterminée par la longueur et l'intensité de sa formation, son prix c'est le marché, la loi de l'offre et de la demande, la concurrence, en un mot, qui le fixent. Plus le niveau de l'instruction publique obligatoire s'élève, plus il est demandé de connaissances générales pour le même salaire. Plus nombreuses sont les forces de travail qualifiées, plus bas est le prix que les employeurs consentent à les payer. Rechercher l'accroissement du salaire par l'accroissement des connaissances est donc une solution illusoire : ce qu'une qualification plus élevée apporte à un moment donné s'amenuise progressivement au fur et à mesure que cette qualification devient le fait d'un nombre plus grand de salariés.

Le rôle de l'organisation syndicale étant de combattre la concurrence entre salariés, elle doit donc opposer à ce piège patronal qu'est l'encouragement à la qualification individuelle, la lutte collective pour l'amélioration collective des conditions de vie et de travail. Il est faux de croire que le syndicat puisse à la fois mener cette lutte collective et encourager la voie individuelle du « perfectionnement continu » et de la « formation professionnelle à portée de tous ». Si « perfectionnement » et « formation professionnelle » ont aujourd'hui les faveurs du gouvernement bourgeois et du patronat capitaliste, c'est bien évidemment parce que l'un et l'autre y ont intérêt. Non seulement ces formes « d'amélioration » du salaire détournent les salariés des luttes d'ensemble, mais encore, par leur dynamique propre, elles aboutissent à des résultats exactement opposés aux espoirs placés en elles. La meilleure preuve en est fournie par la Formation Professionnelle Accéléérée qui, produisant en quelques mois la force de travail qualifiée autrefois

obtenue après des années d'apprentissage, abaisse la valeur même de cette force de travail.

Le patronat le sait fort bien et il en a fait admettre le principe par les syndicats lors de l'accord passé avec eux en cette matière. Pour s'en convaincre, il est à peine nécessaire d'ajouter quelques commentaires aux passages ci-dessous (tirés du "Peuple", 16-30 septembre 1970), que nous avons extraits de cet accord.

Tout accord implique des obligations réciproques. Dans celui qui nous intéresse ici, voyons d'abord quelles sont celles que les syndicats ont implicitement contractées. Il nous suffit que ces derniers, pour justifier l'accord, invoquent des intérêts autres que ceux des ouvriers, pour que cela signifie, à nos yeux, une pure et simple capitulation devant les exigences de l'autre partie.

Les intérêts des ouvriers sont incompatibles avec les « nécessités de la production », les « exigences de l'économie », le « bien du pays », etc... La seule présence de termes de ce genre dans les clauses d'un contrat entre patrons et ouvriers prouve qu'il est conclu au bénéfice des premiers et au détriment des seconds. Qui en doute se reportera à une phrase significative du « mémorandum de la C.G.T. » à propos de l'accord sur la formation professionnelle et qui, dans une « lettre au premier ministre », énonce très ouvertement le but véritable de cet accord. « La C.G.T., dit le texte, propose la création d'un organisme national... chargé de l'étude des besoins nationaux des travailleurs et de l'économie... non seulement dans l'intérêt des travailleurs mais aussi pour les besoins d'une politique efficace répondant aux impératifs de l'évolution économique ». Les « impératifs de l'évolution économique », en régime capitaliste, ce sont ceux d'une exploitation toujours plus grande et toujours plus systématique de la force de travail salariée. La « politique efficace », en cette matière, c'est celle qui donne à cette exploitation le maximum de force contre toutes les résistances ouvrières.

Il suffit d'ailleurs de lire les textes pour le vérifier. Les syndicats,

par les déclarations du type de celle qui est citée plus haut, donnent au patronat capitaliste la garantie que la formation professionnelle respectera scrupuleusement ses intérêts. Que donnent en échange les patrons ? Rien ou à peu près, puisque les « facilités » qu'ils consentent en faveur de cette formation valent ce que vaut la formation elle-même. Il est clair qu'elle ne vaut que pour eux. Si l'on veut en effet la juger en fonction de l'intérêt des ouvriers, il faut confronter ses promesses avec ce que les ouvriers en attendent et qui constitue, pour les syndicats, le seul argument sur lequel ils puissent s'appuyer pour justifier leur signature de l'accord.

Ce que les ouvriers attendent de la formation professionnelle, c'est qu'elle leur apporte, grâce à une qualification supérieure, un salaire plus élevé. Nous avons dit plus haut que cette attente était un leurre puisque, à la longue, les avantages procurés par cette qualification supérieure se dissipent sous l'effet même de la concurrence que se font entre eux ceux qui la détiennent en nombre toujours plus élevé. Mais que dire d'un accord qui devance cet effet des lois économiques en consacrant tout de suite le refus patronal de garantir à la nouvelle force de travail qualifiée le prix qui, normalement, devrait être le sien ?

C'est pourtant ce que reconnaissent, en toutes lettres, les dirigeants syndicaux signataires de l'accord. Dans la déclaration faite au nom de la délégation C.G.T., Krasucki dit : « Le C.N.P.F. est demeuré intransigent devant notre revendication de garantir une classification et une rémunération correspondant aux qualifications acquises, marquant par là le refus du patronat de mettre fin à une politique de déclassification et de sous-rémunération ». C'est clair et net, mais n'a pas empêché ces messieurs de signer !

Jaegle, de la Commission Exécutive de la C.G.T., confirme, à propos des « tâches à poursuivre » ... après l'accord : « Il faut que le perfectionnement, qui accroît la qualification, donne droit à une classification plus élevée. Le C.N.P.F. a refusé de reconnaître cela dans l'accord. » Ce marché de dupes que la C.G.T. a conclu au nom des salariés apparaît dans tout son cynisme dans la déclaration de R. Buhl, également de la C. G. T. : « Après avoir conquis les droits à la formation professionnelle, il faut obtenir les moyens nécessaires à leur exercice ».

Autrement dit, la C.G.T. a signé

un texte aux termes duquel elle garantit tout, tandis qu'on ne lui garantit rien. Autrement dit, après avoir accepté un texte conforme aux intérêts de l'adversaire social, sans que celui-ci s'engage seulement à respecter les lois de son propre système, c'est-à-dire le paiement de la force de travail à sa valeur, les

ouvriers devront se battre pour imposer, dans la pratique, le respect de la clause dont ses représentants ont accepté l'absence.

On ne saurait davantage se moquer des ouvriers et faire la preuve que ce syndicalisme-là n'est plus qu'un syndicalisme de défaite et de trahison !

## Les "libertés" et le prix qu'on les paie

« Le Monde » du 30 septembre a publié une « Lettre de M. Benoît Frachon au sujet des libertés syndicales dans les entreprises ». On y lit notamment ceci :

« Le syndicat doit pouvoir s'organiser et fonctionner sans aucune entrave dans l'entreprise, (...) organiser son recrutement, sa propagande, y disposer légalement de moyens pour y assurer ses réunions, le collectage de ses cotisations ; disposer des locaux de l'entreprise pour tenir ses assemblées générales.

« Il en est qui vont crier au scandale, bien sûr ; je me bornerai à leur rappeler qu'en 1947, alors que la scission n'avait pas affaibli le mouvement syndical, nous avions eu sur ce sujet des conversations avec les dirigeants patronaux, dont Villiers, et que la seule objection qui nous avait été faite était que dans certaines petites ou moyennes entreprises, on pourrait ne pas avoir de locaux. A ce moment-là, Villiers n'avait pas pu évoquer les questions de fond. Qui peut douter que des temps reviendront où les objections de maintenant tomberont, elles aussi ? »

Les faits sont parfaitement exacts. La « liberté syndicale » ainsi conçue devait être, selon la C.G.T., une des clauses les plus importantes des conventions collectives conclues au lendemain de la libération. Mais que le syndicat « doive s'organiser et fonctionner sans aucune entrave dans l'entreprise », c'est tout de même, pensera-t-on, une vérité difficile à faire admettre de bon cœur au patronat, si le syndicat reste toujours l'organisation que la classe ouvrière se donne pour mener la lutte de classe sur le terrain des revendications économiques...

Bien moins difficile toutefois, si les directions syndicales veulent en faire ce qu'elles proclamaient bien ouvertement en 46-47 : un organisme de collaboration de classe raisonnable et coopératif, le meilleur auxiliaire du patronat ; l'instrument, non de la lutte des classes, mais de ces batailles au service du capital que furent la « bataille du charbon », la « bataille du fer », la « bataille du ciment » toute la grande bataille de la productivité accrue, de l'exploitation accrue, dans laquelle la C.G.T., d'une poigne de fer, maintint les énergies ouvrières.

Liberté syndicale, droit d'affichage, salles de réunions, « mais c'est l'anarchie dans l'usine ! », écrivait le secrétaire de la Fédération des Métallurgistes dans la Vie Ouvrière du 14 au 20 novembre 1946... et il répondait lui-même : « Non ! Nous restons fidèles à notre esprit créateur et national. Nous savons que notre responsabilité est vaste en ce domaine. Nous y ferons face avec honneur. En aucun moment la production ne devra en souffrir ; bien au contraire elle trouvera en nos organisations agissant sur les lieux de travail l'élément moteur pour se développer. Nous avons donné suffisamment de preuves de notre sagesse et de notre objectivité à cet égard... Il fallait l'opium de l'union

de tous pour la « renaissance française », la grande confusion, de la Résistance, pour que la C.G.T. ait pu faire des promesses de sagesse aussi candides. Vingt-cinq années de « produire d'abord » et toujours pas de lendemains qui chantent : les soubresauts de la crise montante l'obligent maintenant à plus de discrétion ; mais ce qu'il faut lire derrière ces « libertés syndicales normales », c'est une promesse de sagesse, et la certitude que le capital peut bien accueillir chez lui un interlocuteur qui se montre en général si compréhensif. Proletaires, qui venez chercher à la C.G.T. la tradition de classe et une direction pour votre combat, voulez-vous un syndicat qui lutte, ou un syndicat qui demande la permission officielle de lutter, sous promesse qu'il ne fera rien ?

## La grève des mineurs

(Suite de la page 2)

bien assurés que la lutte est déjà battue.

Proletaires ! Votre lutte ne portera ses fruits que si vous la dirigez non seulement contre la bourgeoisie, mais aussi contre vos directions actuelles qui sont ses agents dans vos rangs : ceux qui, bonzes C.G.T. en tête, bradent votre mouvement, le trahissent honteusement. Ceux qui prétendent que vous luttez pour de « justes compensations » ; ceux qui, au nom de l'ordre et de la raison, vous engagent à continuer la lutte en reprenant le travail, parce que leurs manœuvres ont rendu toute autre solution impossible ; ceux qui vous font croire que vous avez quelque chose à attendre des grèves de la faim, de l'opinion publique et de l'union avec les syndicats jaunes ; ceux qui, prenant prétexte de « l'intransigeance patronale », vous exhortent à rentrer dans les rangs et à accepter sans mot dire l'exploitation à laquelle vous êtes soumis, en vous présentant comme des succès inestimables les quelques déchets qu'on vous accorde pour vous faire taire.

Proletaires ! ce que vos directions syndicales appellent une victoire, c'est la victoire de l'opportunisme sur vos luttes, c'est votre défaite. La grève des mineurs l'a montré encore une fois : pour défendre vos conditions immédiates d'existence, vous devez chasser de la direction de la C.G.T. ceux qui refusent et combattent sans arrêt votre lutte. Vous devez jeter toutes ces canailles dehors et reconstituer le syndicat de classe, acquis à la lutte communiste.

Ceux qui aujourd'hui dirigent la C.G.T. retrouveront alors leur véritable place : ils se rangeront ouvertement du côté de la bourgeoisie, et passeront d'une trahison honteuse à une trahison ouverte.

Directeur-Gérant  
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »  
1, 3, 5, Boulevard Schloesing  
MARSEILLE (X<sup>e</sup>) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.

## Militer dans les syndicats

(Suite de la page 2)

tion qui visent le même but : à la différence des comités qui naissent pour organiser une grève et qui survivent rarement bien longtemps à celle-ci, à la différence des comités d'usine qui regroupent seulement les ouvriers d'une usine, le syndicat est un organe permanent et au moins national.

En tant qu'organe permanent, il peut maintenir les énergies surgies des luttes et mener un travail constant de préparation et d'organisation des ouvriers. En tant qu'organisation nationale ou même internationale, il peut unifier les revendications et la lutte des différentes catégories ouvrières, et donc opposer un front ouvrier compact à la concurrence que la bourgeoisie tente constamment de créer entre les ouvriers.

Ceux qui prônent la sortie des syndicats s'appuient sur le fait incontestable qu'aujourd'hui ils ne remplissent aucunement ces fonctions, pas plus les syndicats nés de la lutte du prolétariat, comme la C.G.T. en France, que les syndicats créés de l'extérieur du mouvement ouvrier comme la C.F. D.T. et F.O. Comme les ouvriers s'opposent aux directions syndicales ou s'organisent ça et là en dehors des syndicats, ils en concluent que la forme syndicat est dépassée.

Qu'en est-il en réalité ? La tradition du mouvement ouvrier a été tellement bafouée et enterrée que le réveil du prolétariat doit se faire sous certaines formes qu'il avait à la naissance du mou-

vement ouvrier, c'est-à-dire dans le cadre d'une entreprise, contre un patron isolé. Ceci prouve seulement que nous sommes assez loin d'une situation révolutionnaire. Au cours des longues luttes qui y conduiront, les ouvriers devront nécessairement réapprendre la nécessité d'une organisation de lutte centralisée et permanente.

On ne peut exclure que les organisations actuelles, y compris la C.G.T. pourtant née de la lutte des classes, ne deviennent un jour un simple appendice de l'Etat et que les ouvriers doivent reconstruire de toutes pièces leur syndicat. Cela n'est pas le cas aujourd'hui, mais si cela devait se produire, cette situation serait en réalité défavorable au prolétariat, une organisation syndicale ne se reconstruisant pas en un jour.

La lutte des ouvriers se heurte non pas au syndicat en tant que forme d'organisation, mais aux bureaucrates réformistes qui en sont à sa direction. C'est donc contre cette direction qu'il faut se battre dès aujourd'hui, pour préparer le moment où le développement des luttes provoquera un afflux des ouvriers dans les syndicats comme cela s'est produit pendant la vague révolutionnaire des années 1920, bien que les syndicats d'alors n'aient rien eu à envier à ceux d'aujourd'hui.

« On constate dans tous les pays capitalistes une croissance prodigieuse des syndicats qui ne représentent plus maintenant l'organisation des seuls éléments avancés du prolétariat, mais celle de toute sa masse. En entrant dans les syndi-

cats, les masses cherchent à en faire leur arme de combat. L'antagonisme des classes devient toujours de plus en plus aigu, force les syndicats à organiser des grèves dont la répercussion se fait sentir dans le monde capitaliste tout entier, en interrompant le processus de la production et de l'échange capitalistes... »

« Les syndicats qui étaient devenus pendant la guerre des organes de l'asservissement des masses ouvrières aux intérêts de la bourgeoisie, représentent maintenant les organes de destruction du capitalisme. » (II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste, juillet 1920).

A ceux qui préconisent aujourd'hui la sortie des syndicats, nous répondrons ce que disait l'Internationale communiste à son II<sup>e</sup> Congrès :

« Toute désertion volontaire du mouvement professionnel, toute tentative de création artificielle de syndicats qui ne serait pas déterminée par les violences excessives de la bureaucratie professionnelle (dissolution des filiales locales révolutionnaires syndicales par les centres opportunistes) ou par leur étroite politique aristocratique fermant aux grandes masses de travailleurs peu qualifiés l'entrée des organes syndicaux, présentent un danger énorme pour le mouvement communiste. Elle écarte de la masse les ouvriers les plus avancés, les plus conscients, et la pousse vers les chefs opportunistes travaillant pour les intérêts de la bourgeoisie. »

# LA RAGE DE L'ENVIRONNEMENT

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

dépenser 75 milliards par an (à raison de 120 milliards en six ans, l'expédition Apollo elle-même n'en avait coûté que 20). La lutte contre la pollution de l'eau exigera en outre 165 milliards d'investissements, plus 110 milliards, paraît-il, pour la débarrasser des produits chimiques, soit au total la bagatelle de 350 milliards. Le total des capitaux investis en équipements industriels en 1969 a été de 416 milliards, dont seulement 9,2 milliards pour lutter contre la pollution de l'air et de l'eau. Entre ces 9,2 misérables petits milliards de la réalité de 1969 et le rêve mirifique et lointain des 350 milliards, quels vastes nouveaux champs d'expansion l'affairisme yankee n'a-t-il pas dû apercevoir dans la... défense de l'environnement ! Pas étonnant que Nixon ait consacré à cette « noble cause » une bonne partie de son message du début de l'année « sur l'état de l'Union ». Le capitalisme a-t-il jamais existé sans révolutionner continuellement, dans sa soif de plus-value, les méthodes de la production et la production elle-même ? Or la lutte anti-pollution intéresse toutes les industries ! Quelle aubaine !

« Le moteur à combustion interne, déjà dépassé techniquement, vit ses dernières années. Les pétroliers doivent étudier de nouveaux carburants. Les centrales électriques doivent équiper leurs chaudières pour brûler du charbon sans soufre. Les centrales nucléaires doivent bâtir des réfrigérateurs atmosphériques pour ne plus réchauffer les rivières. La chimie doit renoncer au chlorure de polyvinyle, aux engrais nitrates, aux détergents phosphatés. L'agriculture doit s'accommoder de pesticides moins efficaces, réduire sa consommation d'engrais. Les industries du papier et du verre doivent reconsidérer le marché de l'emballage... ». Peu importe au Capital dans quelles proportions, dans quels délais, au prix de quels conflits, de quels gaspillages, la défense de l'environnement qu'il a lui-même pollué et saccagé pourra être réalisée. Ce qui compte, c'est le marché nouveau qu'elle peut ouvrir, les chances que ce besoin récemment apparu peut donner aux uns dans l'impitoyable lutte concurrentielle contre les autres... le Capital s'est toujours nourri du sang et des larmes des exploités, comme disait le siècle dernier dans son lyrisme aujourd'hui réprouvé. On voit qu'il peut aussi se nourrir de sa propre ordure !

Ceci dit, rien de plus monstrueux que l'idée d'une victoire de l'espèce dans la lutte contre la pollution, d'une régénération du milieu naturel par les méthodes capitalistes. L'homme de la rue le sent parfaitement, que laisse insensible ou goguenard les envolées lyriques du genre : « L'économie américaine est en route vers un nouvel effort collectif. Cette fois, il ne s'agit pas de gagner une guerre ni de débarquer sur la Lune, mais d'atteindre des objectifs humains. Qui ne serait d'accord ? De l'air propre, de l'eau propre, des villes propres, cela intéresse tout le

« monde ! » L'article de l'Expansion qui débute ainsi s'intitule « De l'or dans les déchets ». En bien, précisément parce que le décret ne peut jamais être pour la société actuelle qu'un prétexte pour « faire de l'or », il ne faut pas compter se libérer de cette plaie à moins d'une transformation radicale de toute l'économie. Cette transformation, c'est le socialisme qui la réalisera. Le mensonge intrinsèque qui tend à accréter la « campagne anti-pollution », c'est que c'est finalement... « tout le monde » qui sera triompher le socialisme, la pression de l'opinion publique imposant à « toute l'entreprise industrielle... de prouver à la communauté que elle prend ses précautions pour ne pas gâter le paysage ou empoisonner la nappe phréatique », et obligeant l'Etat à soumettre sans pitié les entreprises capitalistes « à des objectifs humains » !

Ce genre de socialisme-là n'a rien de nouveau : c'est ce qu'à son époque Marx appelait le « socialisme bourgeois », celui qui veut « la société capitaliste sans les maux de la société capitaliste ». A l'aube du capitalisme, lorsque seuls les quartiers prolétaires étaient inesthétiques de la fumée des usines, encombrés des déchets et des boues industrielles qui s'en souciait ? Lorsque seuls les ouvriers de l'industrie apparaissaient comme les esclaves du machinisme utilisé selon les normes capitalistes, de l'impératif bourgeois de l'accroissement de la production pour la production, qui s'en préoccupait, à part le mouvement communiste luttant pour la révolution sociale ? De rares bonnes âmes qui en appelaient essentiellement à la générosité des classes dominantes et qui n'eurent aucune influence historique. Et maintenant que, peu ou prou, toute la population subit, non seulement en temps de guerre, mais à une époque de paix relative et en plein boom économique, les effets délétères de la civilisation mercantile, tout serait changé ? Il suffirait que les bonnes âmes deviennent légion, qu'elles en appellent au... rationalisme des classes dominantes et non plus à leur générosité pour que le socialisme bourgeois se libère de son impuissance traditionnelle et que, pour la première fois dans l'histoire, il marche vers d'éclatantes victoires ? Allez donc... !

Il suffit de poser la question dans ses termes exacts pour y répondre. Pas plus que la classe capitaliste elle-même, l'Etat dont il est « le comité d'affaires » ne peut légiférer en fonction de « l'intérêt public ». Le président de la Banque fédérale de réserve aurait dit : « Lors qu'on saura mesurer les « moins-values résultant de la « dégradation de l'environnement aussi bien que les plus-values de la production, on « découvrira que le produit national brut (notion qui n'a « pas cessé de nous tromper) « est beaucoup moins élevé « qu'on ne le pense ». Voilà la façon typiquement bourgeoise de poser les problèmes : les maux que le capitalisme impose à l'humanité ne pourraient être pris en considération par l'Etat que dans la mesure où on pourrait les traduire en moins-values, c'est-à-dire en... pertes d'argent pour la classe dominante. D'abord, cela n'est pas le cas pour tous ces maux ; ensuite, comment voulez-vous qu'une société de libre entreprise puisse dresser un bilan général de cette sorte ? La « moins-value » des uns n'est-elle pas la plus sûre source de plus-value des autres ? Dans ces conditions, que peut bien faire l'Etat, quel que soit par ailleurs son dédain pour les postulats désuets du libéralisme ? Rien, sinon céder à la pression des groupes capitalistes les plus forts, et ne demander, à l'ensemble de la classe dominante, que le minimum de discipline exigé non par « l'intérêt général » mais par la conservation de son propre régime !

Nous ne doutons pas que la technique capitaliste puisse trouver des « solutions » pratiques à tel ou tel problème de pollution. Elle peut, par exemple, remplacer les détergents phosphatés qui ne sont pas bio-

destructibles ou les engrais aux nitrates qui favorisent dans les eaux courantes une prolifération d'algues qui perturbe le mécanisme de l'épuration naturelle par d'autres détergents, d'autres engrais. Elle peut trouver un procédé « économique » pour désulfurer les fumées et mille belles choses de cette sorte. La question n'est pas technique, elle est économique et sociale. Toutes ces éventuelles inventions ne peuvent pas être faites sur un plan d'ensemble, de façon continue et méthodique dans une économie où toute activité est subordonnée aux aléas du marché. En attendant, les populations continueront à seempoisonner. Mais surtout, quel intérêt social y aurait-il à trouver (par exemple) le moyen de se débarrasser de l'oxyde de carbone des automobiles, agent N° 1 de la pollution de l'aveu général, si c'était pour conserver la circulation anarchique qui engendre mille autres maux non moindres, au lieu de les supprimer d'un seul coup par une organisation rationnelle des transports en commun ? Quel intérêt social y aurait-il à trouver des emballages bio-destructibles si c'était pour conserver toute l'industrie de l'emballage qui constitue par elle-même, si l'on y songe, un formidable gaspillage étroitement lié à l'organisation familiale de la consommation ? On pourrait multiplier les exemples. La technique bourgeoise n'inventera que pour conserver la société bourgeoise et sa production anarchique.

Pour prendre la question comme elle doit l'être, il faudrait comprendre que les deux sources essentielles de la pollution sont d'une part (surtout à l'époque la plus récente), le gaspillage capitaliste qui est lui-même le produit du besoin continu d'expansion du capital, et de l'autre l'urbanisation insensée de l'ère bourgeoise qui est le fruit fatal du principe de réduction des coûts de production. Face au gaspillage, le mot d'ordre du socialisme prolétaire est : rationalisation de la consommation, ce qui de toute évidence ne va pas sans une véritable dictature sur la production elle-même. Face à l'urbanisation, le programme du

socialisme prolétaire reste celui que formulait Engels dans son fameux Anti-Dühring dès... 1877-78, n'en déplace aux fanatiques de la « nouveauté » : « Seule une société qui engendre harmonieusement ses forces productives l'une dans l'autre selon les lignes grandioses d'un plan unique peut permettre à l'industrie de s'installer à travers tout le pays avec cette dispersion qui est la plus convenable à son propre développement et au maintien ou au développement des autres éléments de la production (NDR, l'agriculture). La suppression de l'opposition de la ville et de la campagne... est devenue une nécessité directe de la production industrielle, de la production agricole et par conséquent le marché de l'hygiène ne publique. Ce n'est que par la fusion de la ville et de la campagne que l'on peut éliminer l'intoxication : actuelle de l'air, de l'eau et du sol ; elle seule peut amener les masses qui aujourd'hui languissent dans les villes au point où leur javier servira à produire des plantes, au lieu de produire des maladies. »

Il ne nous intéresse pas ici de discuter des raisons pour lesquelles le prolétariat des pays avancés n'est pas aujourd'hui à la hauteur des tâches qu'impose une si formidable transformation, et en premier lieu de la grande tâche politique qui conditionne tout pas sérieux en avant. Ce qui nous intéresse, c'est d'établir qu'il s'agit d'une tâche révolutionnaire qui commence par la destruction de l'Etat bourgeois. La seule classe qui puisse historiquement le remplir est celle qui non seulement est dépourvue pour sa part de toute propriété privée, mais qui a été suffisamment concentrée, généralisée, unie et disciplinée par la grande industrie pour pouvoir se substituer à la bourgeoisie dans la direction de la société. C'est le prolétariat révolutionnaire, qui veut le Communisme et qui laisse aux bourgeois hypocrites et aux petits-bourgeois gobeurs leur soudaine et suspecte « rage de l'environnement », avec tout le mépris qu'elle mérite.

Les lecteurs d'AIX - EN - PROVENCE, ANGERS, ARLES, BESANÇON, BORDEAUX, BOURG-EN-BRESSE, CAEN, LE HAYRE, LE MANS, LES MUREAUX, LYON, MACON, MARSEILLE, NANTES, PARIS, ROUEN, SAINT - ETIENNE, STRASBOURG, TOULON,

désirant prendre contact avec nos militants, peuvent le faire en écrivant au " PROLETAIRE ", B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT, qui transmettra.

Pour PARIS et MARSEILLE, voir en outre les dates et lieux de nos permanences.

## Le chef de la Résistance est mort

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

pas même ceux qui se disent ses adversaires « sur le plan social », ne nie que de Gaulle ait été un « grand homme ». Mais à quoi tient donc cette grandeur ? Au fait que tout solitaire qu'il ait encore été à la date fameuse du 18 juin, de Gaulle représentait déjà de puissants intérêts, de puissantes passions collectives qu'aucun homme n'aurait pu susciter s'ils n'avaient été profondément enracinés dans la société, et dans l'histoire antérieure.

Pour commencer par la classe dominante, en 1940, la bourgeoisie française militairement écrasée se trouvait placée devant une double exigence : continuer sa domination et son exploitation du prolétariat dans les conditions de l'occupation étrangère, ce qui ne pouvait se faire que par un compromis avec l'occupant, et du même coup avec le nazisme ; elle trouva en Pétain et sa clique les hommes qu'il fallait pour assumer cette tâche immédiate, quoique peu glorieuse, même du point de vue bourgeois. Mais il fallait aussi à la bourgeoisie française préparer l'avenir en cas de défaite militaire de l'Axe, défendre ses intérêts propres face aux bourgeoisies plus puissantes qu'elle confédérées dans la coalition dite démocratique qui, un peu plus tard, engloba en outre la Russie ex-prolétarienne et socialiste. C'est à de Gaulle qu'il revint de remplir cette tâche, plus prestigieuse dans la mesure où l'audacieuse spéculation sur l'avenir est forcément plus prestigieuse que l'abdication devant la réalité immédiate.

Pourtant, s'il n'avait représenté que les intérêts futurs de la bourgeoisie, de Gaulle serait resté un simple politicien bourgeois. Ce qui a fait de lui « le chef de la Résistance » que tous s'accordent aujourd'hui à révéler-bourgeois, petites gens et même prolétaires, tous mêlés - c'est un fait historique d'importance si formidable que nous en subissons encore les effets. Non seulement le fait que la classe ouvrière de France ait pris résolument en main la défense de la cause nationale, mais le fait que ses représentants officiels de l'époque, le P.C.F., aient conclu un accord avec de Gaulle. Sans tous les prolétaires tombés dans ce qu'ils crurent être la lutte contre le nazisme, massacreur du prolétariat allemand dans les années 30, dans ce qu'ils s'imaginèrent être la cause de leur classe, de Gaulle serait resté prosaïquement ce qu'il n'avait jamais cessé d'être : un représentant exclusif du Capital. Sans la trahison des chefs « communistes » français aux grands enseignements de la Révolution bolchevique, de Lénine, de l'Internationale communiste, au principe vital de l'internationalisme prolétaire, le mythe de De Gaulle, — le « gaullisme » — n'aurait jamais vu le jour.

Le châtement de l'Histoire a été cruel : vingt-cinq ans après la fin de la guerre et la honteuse expérience de ministériisme... « communiste », le Capital est plus puissant que jamais, et le prolétariat rouge sombrement son frein. Nous, marxistes, nous n'avons pas à refaire après coup l'Histoire, nous n'avons pas à condamner après coup les centaines de milliers de prolétaires qui, pendant les cruelles années de la seconde guerre impérialiste mondiale, ont payé de leur sang la défaite provisoire du Communisme et de la Révolution, et sont tombés au profit exclusif de l'ennemi. Nous avons à en tirer les leçons. C'est montir honteusement aux jeunes générations que de dire, comme le P.C.F. dans sa déclaration officielle, qu'avant de devenir l'homme du grand capital, de Gaulle a été l'homme de la France et que ce fut le devoir de tout Français de le suivre.

La cause nationale est par essence une cause bourgeoise. Les prolétaires n'ont pas de patrie. Honte à ceux qui le dissimulent ! Et malheur à ceux qui l'oublient. Et puisse en même temps que la dépouille mortelle de de Gaulle être ensevelie à jamais l'illusion fatale de toute une génération ouvrière qui, peut-être, a retardé d'un demi-siècle l'avènement du Communisme libérateur !

## ROUERIE REFORMISTE

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

les embrouiller un peu plus eux-mêmes.

Abandonnant là cette sinistre plaisanterie, nous constaterons que Rocard a joué de main de maître : il a mené des campagnes communes lorsque les objectifs étaient strictement réformistes ; il a attiré tout naturellement les trotskystes sur le terrain des élections et il s'est frotté d'un peu de rouge en s'alliant à eux. Enfin, grâce à leur désistement en faveur du P.C.F., il entamera avec moins de secousses à l'intérieur du P.S.U. des pourparlers pour les municipales.

Quant aux trotskystes, croyant trouver leur compte à un débouché de quelques militants du P.S.U., ils auront en réalité, par

leur irrépressible désir de « finesse », servi de paillasse à Rocard et contribué à semer encore un peu plus d'illusions au sujet des partis démocratiques.

Notre diagnostic à nous est clair : caractère réformiste (et donc contre-révolutionnaire à l'époque de l'impérialisme) du P.S.U. et du P.C.F. ; caractère opportuniste du trotskysme.

P. S. — Comme pour apporter une confirmation à nos propos, Michel Rocard vient coup sur coup de s'affirmer partisan de la défense nationale et d'engager des pourparlers avec le P.C.F. pour « l'unité de la Gauche ». Et savez-vous avec qui ? Avec P. Simon, du XII<sup>e</sup>, oui, le candidat d'union des forces socialistes et révolutionnaires !

## REUNION PUBLIQUE A SAINT-ETIENNE

Le Vendredi 20 novembre, à 18 heures

Café des Platanes - Cours Fauriel

L'impérialisme russe de 1945 à nos jours

Correspondance :  
" le prolétaire "  
B.P. 375, MARSEILLE-Colbert  
Versements :  
" le prolétaire "  
C. C. P. 2202-22, MARSEILLE  
Abonnements :  
" le prolétaire "  
1 an : 10 F (100 FB)  
6 mois : 5 F (50 FB)  
(pli fermé : 15 et 7,50 F)  
" programme communiste "  
1 an : 15 F (150 FB)  
" programme communiste "  
et " le prolétaire "  
1 an : 25 F (250 FB)

### Bulletin d'abonnement

NOM : .....  
Prénoms : .....  
Adresse : .....  
.....  
★ " prolétaire " : 6 mois.  
★ " prolétaire " : 1 an.  
★ " programme communiste "  
★ combiné.  
(Cocher l'étoile).